

## **Sur le blog de Philippe Zaouati\* : Le territoire, nouvel horizon de l'épargne**

Difficile de ne pas remarquer ces derniers temps l'irruption de la notion de « territoire » dans le monde des produits financiers. Si vous épargnez ici, votre argent reste ici, dans votre région, il servira à soutenir des projets et des entrepreneurs locaux. Les réseaux bancaires mutualistes sont évidemment en première ligne de ce recentrage géographique de leur communication, un recentrage qui répond toutefois à une réelle évolution des préoccupations des épargnants.

Comme le remarque Jean Ollivro, professeur à l'Université de Rennes et auteur de « Nouvelle économie des territoires », les grandes mutations de la mondialisation – l'explosion de la communication digitale et des réseaux sociaux, mais aussi les nouvelles problématiques liées au renchérissement inévitable du prix de l'énergie et la recherche d'un développement plus durable – « renouvellent le concept de distance dans nos sociétés ». Elles nous incitent à repenser les liens entre une société, les populations qui la composent et l'espace qu'elle produit. Un nouveau concept apparaît désormais dans les travaux des économistes, des sociologues, des géographes, c'est celui de « territorialité ». L'évolution de notre relation avec la notion de distance est en effet très paradoxale. Alors que les médias et internet raccourcissent les distances au niveau mondial, mettant à notre disposition de plus en plus d'objets à consommer et d'informations dans l'instant, les contraintes matérielles pesant sur le prix de l'énergie et les risques environnementaux nous pousseront sans doute dans l'avenir à réduire au contraire notre champ d'action, à moins nous déplacer, à manger « local », à penser l'économie au niveau « biosphérique » comme le dit Jérémy Rifkin dans « La Troisième Révolution Industrielle ».

En parallèle de ces tendances socio-économiques de fond, on observe des inflexions tout aussi fortes dans les préoccupations des épargnants. Le besoin de sens augmente (que faites-vous de mon argent ?), alimenté par une méfiance vis-à-vis de la finance, et se combine avec une exigence de proximité. La crise financière est désormais prégnante ici et maintenant, ses conséquences sont visibles, il n'y a pas de région qui ne connaisse son lot de fermetures d'usines, de manifestations d'ouvriers au chômage, ... La crise entraîne par conséquent une prise de conscience que les problèmes sont localisés chez nous, et non plus dans des contrées émergentes lointaines. L'impératif de solidarité devient donc lui aussi local, difficile de parler de solidarité nord-sud lorsque les besoins sont aussi forts au coin de la rue. De même, les investisseurs institutionnels, en particulier ceux qui sont gérés de façon paritaires, positionnent de plus en plus le financement de l'économie française en tête de leurs objectifs prioritaires. Les administrateurs employeurs et salariés trouvent là un point de convergence évident, si des risques doivent être pris dans la gestion des réserves financières, notamment sur les marchés d'actions, autant que ces investissements soient dirigés vers le financement des entreprises nationales.

Quelles sont donc les offres qui permettent de répondre à cette demande d'épargne « locale » ? Les banques mettent en avant des livrets avec ce qu'on appelle un « fléchage » – c'est-à-dire que l'on garantit à l'épargnant que les sommes collectées serviront à des besoins spécifiques, dans une région donnée ou sur une thématique particulière (transition énergétique par exemple). Ces produits sont plébiscités par les épargnants mais posent toutefois le problème du décalage entre la liquidité totale et la nature des besoins d'investissement sous-jacents. De nouveau, l'offre de produits de placement et la fiscalité continuent de favoriser la liquidité alors que les besoins de financement nécessiteraient au contraire de favoriser de vrais placements à long terme. Des fonds d'investissement, spécialisés dans la dette des entreprises, les actions de PME non cotées ou le financement de projets d'infrastructures locales, ont certainement toute leur place dans ce contexte.

Dans un cas comme dans l'autre, la transparence et la qualité de l'information qui sera fournie aux investisseurs est un élément clé. Les épargnants expriment le souhait que leur épargne finance « l'économie réelle », à proximité de chez eux, il va falloir le leur démontrer dans la durée. Cela nécessitera aussi une implication de la part des émetteurs, entreprises ou collectivités locales - en

suivant par exemple des initiatives telles que l'émission de « green bonds » ou « impact bonds » par des régions françaises avec un ciblage sur le financement d'infrastructures de développement durable. Tout autant qu'au « green washing » pour l'investissement responsable, il faudra faire désormais attention au « local washing » !

Le territoire semble devenir le nouvel horizon de l'épargne. Au-delà d'un effet de mode, c'est sans doute la conséquence de mouvements profonds, aussi bien dans le fonctionnement du système économique et des flux financiers, que dans le comportement des épargnants. Encore faut-il rendre ces investissements accessibles, compréhensibles par les épargnants et les investisseurs. Cela milite pour un soutien beaucoup plus important à l'épargne de long terme et aux produits financiers qui donnent du sens. Le projet européen de fonds d'entrepreneuriat sociaux, la consultation sur les fonds long terme d'infrastructures, ou la loi à venir sur l'ESS qui devrait redéfinir les contours de la finance solidaire sont, parmi d'autres, de bonnes occasions d'avancer dans cette direction !

*\*Directeur général délégué de Natixis Asset Management*